

Bonjour à tous.

Je tiens à répondre aux arguments développés par certaines associations contre la tenue d'un débat d'historiens sur le thème "Vers la paix des mémoires", avec la participation notamment de Benjamin Stora. Tout d'abord, je reconnais que le titre donné à cette rencontre peut prêter à malentendu, et j'aurais personnellement préféré mettre à la fin un point d'interrogation. Mais je maintiens que l'idée était juste, et je ne regrette pas de l'avoir accueillie avec joie, car c'est justement le genre de débat dont je ressens la nécessité avec une impatience croissante depuis des années.

Je ne vous reconnais pas le droit de m'interdire de discuter avec Benjamin Stora, tout d'abord parce que je l'ai déjà fait plus d'une fois depuis que je le connais, étant donné que nous avons été l'un et l'autre parmi les disciples de Charles-Robert Ageron depuis les années 1970. Je sais que cette référence n'est pas pour vous plaire, mais sachez que celui-ci n'a jamais exigé de moi que je suive ses propres opinions : il a toujours été un modèle de tolérance et m'a fait entièrement confiance pour juger suivant ma conscience et non pas suivant ses directives. Je retiens de lui ce qu'il écrivait en 1993 dans sa préface au recueil d'articles de la revue L'Histoire publié aux Editions du Seuil sous le titre L'Algérie des Français : « S'agissant de drames récents dont la mémoire risque d'être transmise déformée aux jeunes générations qui n'ont connue ni 'l'Algérie de papa' ni 'l'Algérie des colonialistes', les historiens ont le devoir d'être plus prudents encore que leur métier ne l'exige habituellement. Si l'objectivité est philosophiquement impossible, l'impartialité est une vertu que tout historien peut et doit s'imposer. Et les enfants de France comme les enfants d'Algérie ont un droit semblable à la vérité de leur histoire ».

En ce qui concerne Benjamin Stora, je ne prétends pas avoir lu tous ses livres, qui sont particulièrement nombreux, ni tous ses articles ou interviews. Mais je sais que plusieurs de ses ouvrages ont ouvert des voies nouvelles, en particulier La gangrène et l'oubli, la mémoire de la guerre d'Algérie, publié en 1991. Certains passages de ses publications m'ont étonné, et j'en ai désapprouvé quelques-uns ; je lui en ai fait part directement. Mais j'estime que ces désaccords sont normaux, et que des débats plus fréquents entre nous pourraient peut-être les résorber. Mais je constate aussi que, depuis quinze ou vingt ans, les débats entre les historiens de l'Algérie sont devenus de plus en plus rares, alors que la recrudescence des débats mémoriels a conduit à une multiplication des polémiques désagréables entre collègues. Benjamin Stora en a subi l'expérience, et moi aussi, mais il ne m'a jamais attaqué, et je ne l'ai jamais attaqué. Et l'interview qu'il a publiée dans le n° 356 de L'Histoire, en septembre dernier, me donne à penser qu'un débat sans langue de bois est tout à fait possible et donc souhaitable entre nous.

Je reconnais néanmoins qu'il y a un problème causé par l'attitude de trop nombreux journalistes qui, par paresse, par conformisme, ou par fanatisme idéologique, ne s'intéressent qu'à ce que dit Benjamin Stora en tant qu'historien réputé anticolonialiste, alors que les historiens spécialistes de l'Algérie sont beaucoup plus nombreux en France que ceux des autres pays de l'Afrique du Nord ou des autres pays de l'ex-empire colonial français. A cause de cela, il est constamment sollicité pour dire la vérité sur tout sujet concernant l'Algérie et la guerre d'Algérie, même ceux dont il n'est pas vraiment spécialiste.

C'est une situation absurde et dangereuse, que je lui ai plusieurs fois signalée et qu'il a reconnue, mais je ne l'en rends pas personnellement responsable. Et c'est justement pourquoi j'attendais avec impatience une occasion de débattre avec lui de tous les problèmes fondamentaux que posent les rapports entre la mémoire et l'histoire de l'Algérie dans les deux pays concernés...

Je ne comprends donc pas pourquoi vous vous acharnez à empêcher, en le qualifiant a priori de "trahison" et d'"infamie", ou de "mascarade franc-maçonne" et politicienne, un débat de fond dont l'absence s'est fait trop longtemps sentir. Avant de condamner ce débat, attendez au moins qu'il ait eu lieu ! Votre attitude est absurde, et donne presque une impression d'autisme. Croyez-vous vraiment que votre mémoire finira par triompher si vous refusez tout débat avec ceux qui ne pensent pas comme vous ? Bien au contraire, nous devons craindre que dans quelques décennies il n'en reste rien que quelques ouvrages poussiéreux jamais consultés sur les rayonnages de la Bibliothèque nationale. Les organisateurs du colloque "Vers la paix des mémoires" ont eu plus de sagesse et de courage en décidant d'affronter un débat contradictoire, et je leur renouvelle mon accord.

Guy Pervillé.

Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Toulouse Le Mirail  
Auteur notamment de « Pour une Histoire de la Guerre d'Algérie », « Atlas de la guerre d'Algérie », « La guerre d'Algérie : histoire et mémoires »